

REJETANT L'ALTERNATIVE PROPOSÉE PAR LA WILAYA D'ALGER

La CNCD décidée à marcher le 12 février

«Et si les Algérois se prennent d'envie de marcher ? Ils iront peut-être à Tizi-Ouzou, Bouira ou Blida, là où les marches ne sont pas interdites.» Voilà une formule bien trouvée par laquelle un intervenant lors de la réunion, hier, de la Coordination nationale pour le changement et la démocratie (CNCD) a mis en relief tout le ridicule de l'interdiction de la marche du 12 février par la Wilaya d'Alger. La Coordination, sans surprise, maintient sa marche.

Farid S. - Alger (Le Soir) - Au lendemain de la notification de l'interdiction de la marche par la Wilaya d'Alger, la Coordination nationale pour le changement et la démocratie (CNCD), réunie à Dar-El-Beïda, a fait savoir qu'elle ne renoncerait pas à son initiative. Bien au contraire, elle s'est déclarée plus que jamais déterminée à aller au bout de son action. Du coup, elle a rejeté l'alternative que lui a proposée la Wilaya d'Alger de se contenter d'un rassemblement dans l'une des salles d'Alger, y compris, si le désir l'a prenait, la grande Coupole Mohamed-Boudiaf. D'ailleurs, croyant avoir trouvé la parade pour dissuader la Coordination, la Wilaya d'Alger a, dans la lettre portant notification du refus d'autorisation, spécifié



La CNCD déterminée à aller jusqu'au bout de son action.

que la Coupole a une capacité de 10 000 places. Raté.

La marche est maintenue. La décision fut vite adoptée. Personne parmi les nombreux présents à la réunion de la Coordination n'a suggéré autre chose que de maintenir la marche. A commencer par le doyen, M^e Ali Yahia Abdenour, le président d'honneur de la Ligue algérienne de la défense des droits de l'homme (LADDH) qui, honneur lui étant fait de prendre la parole en pre-

mier, comme à chaque fois qu'il assiste à la réunion, a donné le ton. «La marche est dans la rue», a-t-il dit d'emblée comme pour dire qu'il serait futile de faire marche arrière maintenant. La paraphrase est évidente. Le vieux militant a redit, dans ses propres mots, ce que le héros de libération nationale Larbi Ben M'hidi a dit à propos de la révolution. Même du haut de ses quatre-vingts berges passées, Ali Yahia Abdenour garde l'engagement et la détermination intacts.

Mobilisé comme un jeune de vingt ans, le vieux militant poursuit de traîner sa frêle silhouette dans les conclaves dédiés à la démocratie et au changement.

«L'Histoire s'est accélérée, faisant s'écrouler tous les schémas que les potentats auraient envisagés pour des successions en coupe réglée», a-t-il dit encore. Le traditionnel tour de table, organisé à chaque entame de conclave, aura suffi hier à arrêter l'attitude à observer face à la décision des

pouvoirs publics d'interdire la marche. Outre le maintien de la manifestation, la Coordination s'est déclarée en session ouverte jusqu'au 12 février.

Elle a également mis sur pied un comité de liaison qui officiera en comité d'alerte avant et pendant la marche. La Coordination a décidé aussi d'organiser aujourd'hui mercredi un rassemblement de solidarité avec le peuple égyptien devant l'ambassade égyptienne à Alger. Ce sera à partir de 14h. Mise sur pied à l'initiative de la Ligue algérienne de la défense des droits de l'homme, la Coordination nationale pour le changement et la démocratie a retenu six mots d'ordre pour la marche du 12 février, entre autres la levée immédiate et effective de l'état d'urgence, l'ouverture des champs politique et médiatique, le changement et la démocratie ainsi que la libération des détenus des dernières émeutes.

La Coordination a décidé de maintenir sa marche, malgré un Conseil des ministres qui a résolu de lever l'état d'urgence et qui a sommé les médias audiovisuels de s'ouvrir sur la société, notamment l'opposition politique.

Depuis sa première réunion le 21 janvier dernier, la Coordination n'a de cesse de voir ses rangs grossir.

F. S.

BENBADA COMMENTE LES ÉVÉNEMENTS DE JANVIER DERNIER :

«L'expression d'un malaise social»

«Les derniers événements sont l'expression d'un malaise social.» C'est le ministre du Commerce, Mustapha Benbada, qui l'a affirmé dans un entretien au quotidien arabophone Ennahar dans son édition d'hier. Benbada parle d'un «malaise vécu par les citoyens».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Pour le ministre du Commerce, «l'Etat est dans l'obligation de prendre en charge les revendications des citoyens en multipliant les efforts» et que des «dispositions spéciales seront prises par son département à l'oc-

casation du mois de Ramadan». Des mesures qui seront prises pour «réguler les prix des fruits et légumes et des viandes».

Sur les événements de janvier dernier, M. Benbada accuse des producteurs d'huile et de sucre qui ont imposé «de nouvelles conditions aux distributeurs». Selon lui, «les dernières augmentations des prix de l'huile et du sucre sont la conséquence d'une démarche initiée par certains opérateurs qui

ont pris des décisions qu'ils ont imposées aux distributeurs sans informer ou consulter les pouvoirs publics. Les distributeurs ont à leur tour réagi d'une manière anarchique, ce qui nous a amenés à intervenir en tant que puissance publique de régulation».

Ceci dit, pour Benbada «la responsabilité est générale. Elle incombe aussi bien aux producteurs, aux distributeurs, aux pouvoirs publics qu'aux citoyens». Toujours selon le ministre, «le consommateur devait réagir en informant les structures concernées sur cette subite augmentation des produits de première nécessité». Par ailleurs, donnant

son avis sur la marche du 12 février à laquelle a appelé la Coordination nationale pour le changement et la démocratie (CNCD), le ministre du Commerce dira que «la moindre erreur sera chèrement payée par tout le monde».

Mais il ne pense pas que «l'opposition va emprunter cette voie», qui risque «de nous mener au dérapage, d'autant que l'Etat est sur le point de lever l'état d'urgence». Et le ministre Benbada de conclure : «Nous avons acquis une liberté qu'il faut préserver au même titre que la pluralité politique et médiatique».

A. B.

CLIMAT SOCIAL TENDU À BOUMERDÈS

Escarmouches à Bordj-Ménaïel et fermeture de la RN12 à Laâziv

Plusieurs centaines de jeunes de la ville de Bordj-Ménaïel se sont affrontés, hier en début d'après-midi, avec les éléments anti-émeutes dépêchés pour protéger le tribunal et la brigade de gendarmerie de cette localité.

Avant l'arrivée des services de sécurité, les émeutiers avaient obstrué, à l'aide de pneus brûlés et divers autres objets, en plein centre-ville, l'un des plus importants carrefours de l'agglomération. Des jets de pierre en direction du tribunal ont été enregistrés.

Après quelques escarmouches entre policiers et manifestants, ces derniers sont partis pour se déployer ailleurs et fermer la RN12

(Boumerdès—Tizi-Ouzou). Il faut malheureusement craindre des abus de certains manifestants contre les automobilistes.

Par ailleurs, cette même route (RN12) a été fermée dans la matinée par les chômeurs d'une commune limitrophe de Bordj-Ménaïel, Laâziv. Ces derniers réclament des postes de travail et dénoncent, par ailleurs, les écarts de langage du chef de daïra de Laâziv à leur

encontre. Cela s'est passé mardi dernier. Le haut responsable avait, selon les jeunes de cette commune, proféré des insultes et des obscénités en public. Une marche de protestation contre ce responsable était programmée. Mais des informations sur son limogeage avaient été distillées pour calmer la population.

La marche a été, donc, reportée. Depuis ce jour-là, ce chef de daïra n'a pas été aperçu à Laâziv. Des citoyens de la localité nous ont affirmé qu'il aurait quitté en compagnie de sa famille la localité.

Abachi L.

CONSTANTINE

Les sinistrés du bidonville Djaballah reviennent à la charge

Des dizaines d'habitants du bidonville Djaballah, situé à la cité Oued El-Had, ont procédé, hier matin, à la fermeture du boulevard de l'est, à l'aide de pierres et de troncs d'arbre, exigeant d'être recasés dans des logements décentes.

Non convaincus par les explications d'un responsable, les protestataires ont refusé de lever les barricades et ont demandé la prise en charge de leur situation dans les plus brefs délais. Aucun incident majeur n'a été déploré, la présence en force des forces de l'ordre n'a pas dissuadé les protestataires. Les barricades dressées n'ont pas été levées durant toute la matinée alors que les forces de l'ordre se sont contentées de surveiller les manifestants sans même prendre langue avec eux. Pour rappel, les fortes pluies qui se sont abattues la semaine dernière ont causé d'importants dégâts dans plusieurs cités, notamment dans les bidonvilles qui ceinturent le chef-lieu de wilaya. D'autres mouvements de protestation similaires ont été enregistrés depuis jeudi dernier, un peu partout à Constantine, notamment à la cité Boudraâ salah et à la cité Serkina, où les habitants ont procédé au blocage de la route ainsi qu'à des sit-in devant le cabinet du wali.

Farid Benzaid

ATTENTAT CONTRE UN CONVOI SÉCURITAIRE À ZEMMOURI

Deux gendarmes blessés

Les gendarmes qui escortent les agents, en charge du projet de construction de la centrale de dessalement de l'eau de mer de Cap-Djinet, ont fait l'objet d'un attentat à l'explosif.

L'attentat qui a eu lieu hier vers 18 heures sur la RN24 (Alger-Azzefoun par Boumerdès), au niveau du village Hadj-Ahmed, à la lisière de la forêt de Zemmouri, dans la wilaya de Boumerdès, a fait deux blessés parmi cette escorte.

Les commanditaires et les exécutants de ce forfait sont les islamistes armés de la seriate de Zemmouri qui s'est reconstituée. Ce groupe fait partie de la katibat El-Arkam, affiliée à Aqmi.

Abachi L.